

## "La CED, monnaie d'échange" dans Der Spiegel (5 août 1953)

**Légende:** Le 5 août 1953, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel se penche sur l'interconnexion entre les débats liés à la réunification de l'Allemagne, au réarmement de la République fédérale d'Allemagne (RFA) et à la création d'une Communauté européenne de défense (CED).

**Source:** Der Spiegel. Das deutsche Nachrichtenmagazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; R Herausgeber Becker, Detlev. 05.08.1953, Nr. 32; 7. Jg. Hamburg: Spiegel-Verlag G.M.B.H. "Die EVG ist ein Tauschobjekt", auteur: Daniel, Jens , p. 4-5.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/la\\_ced\\_monnaie\\_d\\_echange\\_dans\\_der\\_spiegel\\_5\\_aout\\_1953-fr-7567809a-cdcf-4a81-b192-b86d6b266065.html](http://www.cvce.eu/obj/la_ced_monnaie_d_echange_dans_der_spiegel_5_aout_1953-fr-7567809a-cdcf-4a81-b192-b86d6b266065.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## La CED, monnaie d'échange

par Jens Daniel

Les élections du Bundestag ont fourni aux Américains un prétexte supplémentaire de poursuivre encore un temps le train-train routinier pas vraiment efficace de la politique qu'ils ont menée ces trois dernières années à l'égard de l'Allemagne. La position du chancelier ne devait pas être ébranlée avant les élections, c'est pourquoi on a proposé aux Soviétiques qu'ils participent à une conférence des ministres des Affaires étrangères et, qu'à cette occasion, ils laissent la zone occupée soviétique aux Américains pour l'OTAN. Une fois de plus, on a soutenu dans un même souffle que l'ensemble de l'Allemagne devait avoir la liberté d'action et néanmoins être rattachée à la Communauté européenne de défense (CED).

Comme si les Soviétiques étaient les seuls à s'opposer à l'adhésion d'une Allemagne réunifiée à la CED! Comme si les Français pensaient un seul instant à s'associer à une Allemagne réunifiée au sein de la CED! La réunification et la CED ne peuvent pas être menées de front (ce que le gouvernement fédéral a récemment accepté), car l'une exclut l'autre. Il a fallu deux ans pour imposer cette réalité mais, entre-temps, même cette sacro-sainte institution du *Times* a admis comme une lapalissade que toute réunification rendait illusoire la CED. Tant que la réunification est à l'ordre du jour d'un dialogue Est-Ouest, il n'y a pas de quoi pavoiser avec la CED, et c'est bien ainsi.

Personne ne doit s'étonner que les Soviétiques n'aient pas accepté l'ordre du jour de Washington; par leur refus, ils ont probablement rendu service aux Britanniques. Malenkov voudrait manifestement participer lui-même aux entretiens, ce que le prédicateur Dulles ne pourra pas empêcher longtemps. En Corée, la guerre est terminée, et la politique mondiale file droit vers des contacts d'affaires. La monnaie d'échange sera alors, entre autres, la CED.

Le 17 juin a montré que la réunification de l'Allemagne ne pouvait pas être empêchée par des hommes politiques spécialistes de la planche à dessin. Elle peut être engagée de façon contrôlée, sinon une terrible catastrophe se produira dans un avenir prochain. Voilà la leçon que nous tirons du 17 juin. Elle a été un choc surtout pour les Français et les Anglais.

Si, le 17 juin, un demi-million d'Allemands de l'Ouest avaient été sous les armes, qui aurait pu garantir qu'ils ne se seraient pas portés au secours de leurs frères rebelles? Qu'on s'imagine dans une telle situation un chancelier associant l'opiniâtreté d'un Konrad Adenauer à la volonté martiale et la duplicité d'un Syngman Rhee! Ou encore un dirigeant allemand faisant preuve de la détermination d'un Yorck à Taugoggen!

On s'est rendu compte du caractère insondable d'un pacte de défense qui veut libérer pacifiquement toute l'Europe de l'Est et qui, dans ce but, salue et encourage tous les mouvements insurrectionnels. On a vu apparaître précisément sur le sol allemand une situation hautement explosive dont la puissance de déflagration est inversement proportionnelle aux forces que l'Ouest pourrait mobiliser ici en cas d'urgence. La division de l'Allemagne constituera – on peut en être sûr – un danger de premier ordre pour la paix mondiale, à partir du moment où il y aura une armée allemande. L'Allemagne serait alors la poudrière de l'Europe.

Mais comment en est-on arrivé au projet d'une armée allemande? Comment en est-on arrivé à la division de l'Allemagne? Comment en est-on arrivé à la République fédérale d'Allemagne, comment en est-on arrivé à ce que le premier Bundestag allemand ait eu à traiter un projet de forces armées dont le deuxième Bundestag devra vraisemblablement encore s'occuper?

L'accord de Potsdam, qui, dans la théorie et la pratique des quatre puissances d'occupation, est le seul lien entre les deux Allemagnes, prévoyait en 1945 l'unité économique de l'Allemagne et l'établissement de secrétariats d'État pour les quatre zones. Il faut noter que c'est la France victorieuse, et non les Soviétiques, qui a empêché par son veto la création de secrétariats d'État pour toute l'Allemagne. Ce fut le début d'un processus imprévisible à l'encontre de l'unité allemande. S'il en avait été autrement, nous aurions peut-être encore aujourd'hui la «solution autrichienne», à savoir quatre zones d'occupation et un gouvernement

librement élu à Berlin.

Les Français avaient à peine fait capoter les secrétariats d'État communs à toute l'Allemagne que les Soviétiques commencèrent à organiser leur zone selon des principes bolcheviques et à l'exploiter d'une main de fer. Le régime de terreur du SED, du parti socialiste unifié, fut instauré. D'interminables trains prirent la direction de l'Est.

Mais la faim et la misère régnaient dans les quatre zones. Les Américains, qui représentaient la puissance d'occupation la plus riche et la plus accommodante, apportèrent leur assistance. Ils ne pouvaient pas la déverser dans un tonneau sans fond. Surtout, ils ne pouvaient pas financer l'exploitation que subissait la zone soviétique. Il n'était pas possible de travailler avec les Soviétiques. Pour libérer une partie aussi grande que possible de l'Allemagne du triste sort de dépendance vis-à-vis des États-Unis, la bizonie fut créée en septembre 1946.

Les Soviétiques crièrent à la scission. Ils avaient sous leur coupe la partie de l'Allemagne la moins riche sur le plan industriel, avec une population plus faible. Ils auraient voulu participer au contrôle exercé sur le reste de l'Allemagne. Ils voulaient surtout avoir leur mot à dire dans le contrôle de la Ruhr, où les travaillistes Britanniques avaient entre-temps façonné la réalité selon leur idée.

Une conférence des quatre ministres des Affaires étrangères fut convoquée pour mars 1947 à Moscou, «afin de préparer un traité de paix pour l'Allemagne et l'Autriche.» Une fois de plus, son échec ne fut pas dû aux seuls Soviétiques. Le ministre français des Affaires étrangères, Bidault, réclama davantage de charbon de la Ruhr avec une telle obstination que les Anglo-Saxons risquèrent d'être dépassés par la pression commune des Français et des Russes sur la Ruhr. En outre, les Soviétiques exigèrent de l'ensemble de l'Allemagne 10 milliards de dollars de réparations sur dix ans, somme qui, à ce qu'il semblait encore à ce moment-là, aurait dû être versée par les Américains et qui correspondait à quatorze fois la somme que l'Allemagne fédérale paie à Israël. On se sépara sans avoir avancé d'un iota en direction de l'unité économique allemande, prévue par l'accord de Potsdam, et moins encore en direction d'un traité de paix.

On se retrouva autour du même thème six mois plus tard à Londres. Une dernière fois, en décembre 1947, le secrétaire d'État américain Marshall proposa aux Soviétiques le désarmement de l'Allemagne pour 40 ans. En vain. Les Soviétiques voulaient être payés en espèces, comme le leur avait promis Roosevelt dans une conversation. Jusqu'alors, leur attitude était récalcitrante, maladroite et fruste, mais pas illogique. Ils semblaient considérer la bolchevisation de leur zone comme allant de soi, et on l'acceptait presque ainsi. Les dix milliards de dollars, ils les prirent dans leur zone, et même plus encore.

Les Soviétiques pensaient avoir le temps. Manifestement, ils voulaient encore participer à de nombreuses conférences sans résultat. Mais en février 1948, ils franchirent leur Rubicon: les communistes s'emparèrent du pouvoir à Prague par un coup d'État. La bolchevisation de la Tchécoslovaquie, de ce chouchou de la volonté américaine de faire le bonheur de populations étrangères, eut des conséquences tout aussi dévastatrices que l'intrusion de Hitler, contrairement à tout accord, au Hradcany. Les Soviétiques s'étaient mis à dos l'ensemble du monde libre.

Le général Clay prit des dispositions en vue de la création d'un État ouest-allemand, sans tenir compte de Potsdam. Les Soviétiques répondirent en juin 1948 par un nouvel acte de brutalité: ils mirent en place le blocus de Berlin, que les Américains avaient omis de protéger juridiquement. Après une année sans succès de cette politique, les Soviétiques levèrent leur blocus; ce qu'ils avaient voulu empêcher devint réalité: la création de la RFA.

Lorsqu'en juin 1950, les révolutionnaires rouges de Corée du Nord se jetèrent sur l'autocrate belliciste Syngman Rhee, peut-être sur l'ordre direct du Kremlin, la patience américaine vint à bout. Le secrétaire d'État américain, Dean Acheson, mit en route, en collaboration avec le chancelier Adenauer, le réarmement de la toute jeune RFA. Mais l'Allemagne de l'Ouest ne devait pas se contenter de mettre en place des forces de police contre une éventuelle attaque de la police du peuple de la zone soviétique, elle devait devenir la pierre angulaire, le noyau solide du pacte de l'Alliance atlantique en Europe – et ce trois ans après la

proposition d'un désarmement pour quarante ans faite par un secrétaire d'État américain.

Cette évolution consternante amena les Soviétiques à réclamer une conférence à quatre. Pendant que les six partenaires de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) signaient à Paris le plan Schuman (avril 1951), les représentants des ministres des Affaires étrangères des quatre Grands étaient réunis non loin de là, au Palais de Marbre Rose, pour fixer l'ordre du jour. Ce fut comme à chaque fois. Les Soviétiques auraient encore pu empêcher sans beaucoup de peine l'armement de la RFA. Mais Gromyko refusa de limiter l'ordre du jour à l'Allemagne. Il voulait à tout prix discuter aussi du Pacte atlantique. Les puissances occidentales s'en allèrent, au grand désarroi des Soviétiques.

Les puissances occidentales se retrouvèrent à Washington. En septembre 1951, Acheson amena ses homologues Morrison et Schuman à approuver douze divisions allemandes. Les Soviétiques laissèrent Grotewohl appeler à des «consultations pour toute l'Allemagne». Les partenaires de la CECA négocièrent à Paris avec la RFA au sujet de la CED, les Hauts Commissaires négocièrent sur le Petersberg au sujet du traité général.

Après que la CED eut été esquissée dans ses grandes lignes, les Soviétiques intervinrent de leur propre initiative. En mars 1952, ils envoyèrent leur célèbre note, dans laquelle ils proposaient une Allemagne réunifiée neutre avec une armée nationale. C'était la meilleure offre qu'ils pouvaient faire dans leur position. Le chancelier allemand refusa spontanément et avec fermeté, car les Soviétiques qui, à son avis, étaient suffisamment faibles pour que la future CED les fasse reculer de l'autre côté de la Vistule, exerceraient, toujours, selon lui, une pression trop forte sur une Allemagne dont la neutralité serait garantie par les grandes puissances.

Mais les Français aussi étaient horrifiés. La perspective d'une armée nationale allemande les avait effrayés au plus haut point. D'ailleurs, ils n'avaient proposé à la question allemande que des solutions qui n'avaient justement aucune chance de s'imposer. Les Soviétiques n'avaient donc pas de chance avec leur proposition, un inutile ping-pong de notes s'instaura. Les Américains s'étaient obstinés sur la CED, et Staline avait totalement perdu les bonnes grâces des Britanniques aussi.

Il mourut le 5 mars 1953. Le blocus de Berlin est fini depuis longtemps. La guerre de Corée se termine. Dans les satellites soumis par Staline, y compris en Tchécoslovaquie, qui avait été conquise froidement par un coup d'État, assouplissements et troubles vont de pair. La situation qui avait poussé le général Marshall à proposer que l'Allemagne s'abstienne de tout armement pendant 40 ans semble à première vue rétablie. C'était il y a seulement six ans. Mais ces six années ont suffi pour donner à une partie de l'Allemagne suffisamment de force pour qu'elle puisse envisager sereinement des négociations des quatre puissances d'occupation sur l'Allemagne.

La réunification allemande n'est plus une chimère, elle est désormais du domaine du possible. Bien sûr, il faudra que l'Ouest paye un certain prix, si les négociations doivent avoir un sens. Les Soviétiques ne peuvent pas accepter la CED sous sa forme actuelle. La CED exige des Soviétiques la restitution de leur zone et ne leur apporte rien. La discussion continuelle, souvent infructueuse, a le mérite d'avoir montré sans aucun doute possible, à la fin de la législature du premier Bundestag, que les Allemands doivent choisir entre la réunification et la CED. Le chancelier préfère la CED. Mais les partis du gouvernement préféreront-ils encore la CED après les élections?

Si les Français n'ont pas encore cherché à envoyer ce projet gênant aux oubliettes, c'est uniquement parce que la CED exclut en pratique la réunification allemande. Il faut tout mettre en œuvre pour empêcher la réunification de l'Allemagne. C'est ce qu'a déclaré le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères Maurice Schumann lors du congrès du parti de Bidault et de Robert Schuman. Avec la CED, la réunification de l'Allemagne ne deviendrait un sujet brûlant qu'après la libération de toute l'Europe de l'Est. Et Guy Mollet, le secrétaire général des socialistes français, a même déclaré que les Allemands devraient approuver la CED même si elle rendait impossible la réunification. Beaux conseils!

À cela des députés du Bundestag qui souhaitent réellement une Allemagne unie répondent souvent:

«Concrétisons d'abord la CED et négocions ensuite avec les Soviétiques». Conclusion fallacieuse – aussitôt que la CED aura dépassé le stade du papier, les Américains seront encore moins disposés à la sacrifier, puisque les Allemands de l'Ouest seraient alors probablement leurs seuls alliés fidèles.

D'abord, on nous a dit qu'on allait signer le traité et négocier dans la période entre la signature et la ratification. Maintenant, on nous dit qu'il faut d'abord ratifier le traité, puis on pourra négocier. En réalité, ce que veulent les Américains, c'est qu'aucune négociation ne soit jamais menée au sujet de l'Allemagne, à moins que les Soviétiques ne capitulent sur toute la ligne. Si des négociations doivent avoir lieu en Europe, il faut que ce soit à propos de la CED, et ces négociations ne valent la peine que tant qu'elle n'est pas encore en vigueur. Quand elle sera en vigueur, plus personne n'aura la possibilité d'exiger une révision. La CED est la monnaie d'échange que nous avons à offrir, bien que nous ne soyons pas à la table des négociations. Qu'est-ce que les Soviétiques ont à proposer?

Ils peuvent non seulement libérer les Français du cauchemar des divisions germano-américaines, mais aussi, avec certaines restrictions, offrir la fin de la guerre d'Indochine, qui ronge la France, déjà affaiblie. De leur côté, les Français peuvent proposer aux Soviétiques une Allemagne unie appartenant à l'Europe de l'Ouest, avec une armée de police, qui ne devrait avoir aucun lien avec l'OTAN, mais qui pourrait être contrôlée dans le cadre européen.

Les deux idées ne sont pas si éloignées l'une de l'autre. Mais il est possible que les Soviétiques insistent quand même pour que l'Allemagne unie ne puisse pas adhérer à une alliance contre les Soviétiques, pour autant que des forces armées allemandes soient acceptées. La diplomatie anglaise devra alors enfin mettre un peu plus en œuvre que des «bonjours chez vous».

Pour convaincre les Américains réticents, les Britanniques devraient tout au plus s'engager davantage pour la nouvelle configuration que pour la CED. Une solution sans l'aval ultime des Américains est impensable. La conception de l'Europe telle qu'elle était présentée jusqu'à présent exigeait des Allemands qu'ils renoncent à la réunification, le concept qu'il s'agit d'élaborer maintenant exige des Américains qu'ils renoncent à leur projet de faire de l'Allemagne de l'Ouest la pierre angulaire de l'OTAN.

En raison de la tactique criminelle de Staline, les Soviétiques comme les Américains ont présumé de leurs forces, les deux blocs perdent de leur puissance à la périphérie. À l'avenir, l'Amérique aura affaire à des alliés plus indépendants que jusqu'ici. Elle apprendra à apprécier les «alliés neutres». À mesure que les Soviétiques semblent moins fortement ancrés dans les États satellites sous leur coupe, les voisins occidentaux de l'Allemagne sont moins enclins à faire de la République fédérale révisionniste le grand bastion territorial des Américains.

Après que la guerre de Corée avait donné au chancelier rhénan la possibilité de faire sauter définitivement la dangereuse étreinte du Conseil de contrôle instauré par les puissances victorieuses, le chancelier du deuxième Bundestag a aujourd'hui l'incroyable chance de pouvoir profiter du relâchement, peut-être seulement temporaire, des fronts en faveur de la réunification des deux parties du pays. Nous ne savons pas si cette chance est réelle. Mais nous ne savons pas non plus si elle se représentera. Nous devons être prêts dans les coulisses et guetter «le pas de Dieu résonnant au travers des événements». Il nous suffira ensuite de «bondir et de saisir le pan de son manteau».